

Finances publiques. A Auray, les agents contre le directeur



Les agents avaient réservé un accueil des plus froids au directeur. | HERVÉ GEORGE

Le directeur des finances publiques du Morbihan, Claude Girault, rencontrait vendredi 19 juillet 2019, à 8 h 30, les agents des finances publiques d'Auray.

Masques noirs avec un visage triste, cercueil en carton... Les agents attendaient de pied ferme le directeur devant le centre des finances publiques d'Auray. L'ancien maire d'Auray, Michel Le Scouarnec, les conseillers municipaux Roland Le Sauce et Christian Peltais étaient également présents pour défendre le site. Le centre alréen est menacé de fermeture du fait du plan « géographie revisitée », lancé par le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin.

Pas d'annonces rassurantes

« Les usagers auront les mêmes services demain qu'aujourd'hui », rassure Claude Girault. « Il est hors de question qu'ils se déplacent à Lorient, Pontivy ou Vannes ! Nous voulons d'ailleurs créer un second point de contact avec des agents des finances publiques à Carnac ».

Face à ces arguments, les syndicats protestent : « Il n'y aura plus toute la technicité dont nous disposons maintenant au centre d'Auray, mais seulement des agents d'accueil peu formés », explique Nicolas Lhuillery, délégué Solidaires. Pour Christophe Rissel, représentant CGT, « Claude Girault ment quand il dit qu'il va améliorer le service public avec des maisons France services ! ».

Côté emploi, pas de point de convergence non plus. Les employés risquent d'être déplacés à Vannes ou Lorient notamment. « Nous voulons rééquilibrer l'implantation de l'emploi sur le Morbihan », admet Claude Girault. Le but n'est pas de jouer aux chaises musicales avec les salariés. Mais il y a des gains de concentration évidents à faire. On laisse aux agents le choix de la mobilité et nous les accompagnerons dans leurs démarches. » Un argumentaire qui ne satisfait pas l'intersyndicale : « Il nous parle de chiffres, nous, on lui parle d'humains ! », rétorque Anne Rio, déléguée Solidaires.

Pour l'instant, « aucune décision n'est actée », rappelle Claude Girault. Mais une chose est sûre, il faudra « faire bouger le service, au minimum dans un autre bâtiment, l'actuel n'étant pas adapté aux personnes à mobilité réduite », explique le directeur. La phase de concertation continue avant un bilan prévu à l'automne.